

Socialisme et marché

Adolfo Sanchez Vázquez, AVEC LA COLLABORATION DE **Jacques Texier**

TRADUCTION **Eleonora Antuna**

DANS **ACTUEL MARX 1997/2 n° 22**, PAGES 169 À 178

ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130484776

DOI 10.3917/amx.022.0169

Date de mise en ligne : 01/04/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-actuel-marx-1997-2-page-169?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Socialisme et marché

Adolfo SANCHEZ VÁZQUEZ
Traduit de l'espagnol par Eleonora Antuna
avec la collaboration de Jacques Texier

1

Nous assistons aujourd'hui, sous la poussée de l'offensive néolibérale, à une véritable fétichisation du marché. Il est célébré comme le seul instrument rationnel capable d'harmoniser le comportement des agents économiques (la célèbre « main invisible ») mais aussi comme le fondement de la liberté et de la démocratie, voire de la justice.

Y a-t-il un sens aujourd'hui, à se poser la question des relations entre socialisme et marché au moment même où augmente le nombre de ceux qui le fétichisent ? Ce sont d'ailleurs les mêmes qui proclament la fin du socialisme. Bien sûr, se poser cette question suppose que la chute du « socialisme réel », n'entraîne pas la fin du socialisme, si par socialisme on entend le but ou l'idéal d'une société plus juste, sans oppression ni exploitation, dans laquelle les hommes ont la maîtrise de leurs conditions d'existence. En ce qui concerne ce socialisme, il y a lieu de se demander de façon légitime non pas tant s'il y a en lui une place ou non pour le marché, mais quelle serait cette place, sa nature ou sa portée. Cependant, il doit être clair que la question soulevée – étant donné les deux termes qu'elle comporte – doit être abordée non seulement du point de vue de la rationalité et de l'efficacité, mais également en partant des principes d'égalité, de liberté et de justice, sans lesquels la société socialiste est inconcevable.

2

Pour essayer de répondre à notre question, il faut avoir à l'esprit l'expérience historique que nous offrent, sur ce terrain, les deux systèmes « réellement existants » : le capitalisme, avec son économie

de marché, et ce qu'on appelle le « socialisme réel », avec son économie étatisée et centralisée. Le sort réservé au marché dans chacun des deux systèmes est diamétralement opposé : il est prioritaire et dominant dans le premier, tandis qu'il est éliminé et minimisé dans le second. De là on a tiré précipitamment deux conclusions : le capitalisme s'identifierait avec le marché et le socialisme avec sa négation.

Comme dans tout exposé schématique, nous avons ici une demi-vérité qui, comme toujours, se transforme en erreur. Certes, il existe un rapport indéniable entre capitalisme et marché que Marx a étudié à fond dans *Le Capital* ; de même qu'il existe un rapport entre socialisme et planification et Marx l'a également signalé. Mais dans les deux cas, il ne s'agit nullement d'une identité, car, tout n'a pas marché dans le capitalisme, et tout n'est pas plan dans le socialisme. D'autre part, historiquement parlant, tous les marchés n'ont pas été capitalistes et la planification socialiste ne doit pas nécessairement assumer le caractère intégral et absolu qu'elle a eu dans le « socialisme réel », à moins que l'on n'établisse arbitrairement un signe d'égalité entre socialisme et « socialisme réel ».

3

Il est certain que les rapports marchands prédominent sous le capitalisme : on produit pour le marché et on consomme à travers lui. Mais les rapports marchands ne sont pas propres au seul capitalisme. Des formes historiques de ces rapports existent depuis l'Antiquité grecque. Ce qui est propre aux rapports marchands capitalistes, c'est d'une part leur extension et leur généralisation : tout a tendance à tomber sous les lois du marché ; et d'autre part, c'est l'existence à l'intérieur de ces rapports marchands d'un marché spécifique, celui du travail, sur lequel on achète et on vend cette marchandise spécifique, qu'est la force de travail. Puisque le capitalisme implique cette tendance à la généralisation des rapports marchands et qu'il est également inconcevable sans le caractère spécifique que la transformation de la force de travail en marchandise donne à ces rapports, on peut affirmer qu'il s'identifie avec l'immense marché que devient de plus en plus la société, étant donné la tendance à la généralisation et à l'expansion marchandes qui a été relevée (« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une "immense accumulation" de marchandises », Marx, *Le*

Capital). Mais comme la « force de travail », cette marchandise essentielle que l'on ne trouve pas dans d'autres systèmes de production, fait partie de cette « immense accumulation », le capitalisme s'identifie avec ce marché spécifique qu'est le marché de la force de travail.

Le marché, sous sa forme capitaliste est sans cesse célébré de nos jours pour sa rationalité économique instrumentale, c'est-à-dire, comme le mécanisme le plus efficace pour l'allocation des ressources. On a ainsi tendance à oublier les défaillances du marché, non seulement quand on en juge du point de vue des principes d'égalité que la séparation radicale de l'économique et du politique élimine, mais également quand on en juge du point de vue de l'allocation efficace des ressources (cf. Julio Segura, « Competencia, mercado y eficiencia » in *Claves*, n° 9). Lorsque l'on souligne les avantages du marché, en tant qu'il régule et augmente l'efficacité économique, on laisse de côté la question de savoir au service de quels besoins ultimes il fonctionne. Or, étant donné que les forces sociales qui dominent le marché sont celles qui contrôlent les moyens de production, il est certain que les besoins que le marché satisfait sont aussi ceux qui imposent l'appropriation privée de ces moyens. Il en résulte que sa généralisation et son extension à toute sorte de biens – tout ce qui possède une valeur d'usage peut se transformer en valeur d'échange – interdit à certains l'accès à ces biens, ou du moins ne le permet que dans des conditions de très grande inégalité. Le marché est source d'égoïsme, d'inégalité et d'injustice. Mais cela n'inquiète pas les économistes néolibéraux. Au contraire, les inégalités et les injustices sont pour eux bénéfiques, car elles ne sont pas seulement des accidents dont le marché ne porte pas la responsabilité, mais qui plus est, une nécessité qui assure son efficacité économique. Et ce n'est pas tout : elles sont aussi la garantie nécessaire de la « liberté politique » ou de « l'égalité devant la loi » de ceux qui sont nécessairement inégaux sur le marché. Donc, les avantages de celui-ci ne sont pas strictement économiques, mais aussi politiques et sociaux, car non seulement ils garantissent la liberté politique, mais plus encore, le marché, étant donné sa nature, constitue une forme de « démocratie de la propriété privée », expression de Mead que même un penseur aussi éloigné du néolibéralisme que Rawls accepte (*Teoría de la Justicia*, edición española del Fondo de la Cultura Económica, México D. F., p. 312), comme il accepte aussi parmi ses avantages la souveraineté que les consommateurs y exercent, en étant maîtres de leurs préférences quant à la production des biens (*ibid.*, p. 308). Certes, on a l'habitude de faire beaucoup de bruit autour de cet avantage du

marché, surtout quand on fait abstraction des conditions dans lesquelles se trouvent les consommateurs. En vérité, cette souveraineté que le marché rend possible ne peut exister que si l'on inverse la véritable relation, propre au capitalisme, entre production et consommation, si l'on ignore, par conséquent, le rôle déterminant joué par le premier facteur, et, si l'on laisse également de côté le fait que, à notre époque tout particulièrement, les préférences des consommateurs ne sont pas déterminées par leurs besoins propres ou authentiques, mais par les besoins des propriétaires des moyens de production qui leur sont étrangers.

4

D'un point de vue capitaliste, c'est-à-dire, du point de vue des intérêts des forces sociales qui dominent le marché, celui-ci fonctionne d'autant mieux qu'il réalise pleinement sa tendance à se généraliser et à s'étendre, et lorsque, par conséquent, il ne s'arrête devant aucun bien (public ou privé) et les transforme tous en marchandise. En conséquence, il est d'autant plus efficient que sont plus limitées les régulations ou les interventions extérieures auxquelles se heurtent sa généralisation ou son extension. C'est pour cette raison que le marché idéal dont rêve le néolibéralisme a deux piliers : 1) l'affirmation et l'extension croissante de son empire (aucun bien ne lui est étranger), et 2) la négation ou la réduction au minimum, au nom de la liberté individuelle, de toute régulation ou intervention. Toutefois, le marché capitaliste – non pas le marché idéal, mais celui qui existe réellement – n'atteint jamais et ne peut atteindre une autonomie ou une autorégulation absolues. Il connaît des régulations ou des interventions de différents types et en particulier :

1) l'ensemble de règles ou de normes juridiques qui régulent et protègent la relation marchande, ainsi que les mesures que l'Etat adopte pour garantir et pour assurer le fonctionnement normal du marché. Le marché n'est pas un ordre spontané et autosuffisant où tout se meut en vertu d'une « main invisible » car, le marché n'existe pas sans la « main invisible » du Droit et de l'Etat qui le régulent et le protègent ;

2) des limitations de la concurrence ou des contrôles imposés par des monopoles ou des transnationales dans lesquels se concentre l'appropriation privée des moyens de production. Toutefois, ces contrôles ou ces limitations, loin d'entrer en contradiction avec les buts

du marché capitaliste – l’accumulation de bénéfices –, permettent au système de les atteindre plus complètement ;

3) des restrictions sur le marché national propre, par opposition au « libre marché » que l’on propose à l’extérieur. Ainsi, les Etats-Unis restreignent ou ferment leurs marchés aux pays latino-américains, mais ils exigent qu’ils ouvrent leurs propres marchés intérieurs ;

4) des limites à la tendance à la généralisation et à l’expansion du « libre marché », auquel on soustrait certains biens publics (santé, éducation, protection du milieu, etc.) pour satisfaire des besoins sociaux déterminés. Il s’agit de la politique sociale qui atteint ses plus grands succès avec l’Etat-providence. Les secteurs de la population les plus démunis économiquement et socialement tirent profit de cette politique, ce qui provoque l’hostilité des forces sociales qui voient dans ce « gaspillage » un frein à l’efficience et à la rentabilité du marché. Toutefois, cette politique sociale de nature social-démocrate se développe dans le cadre intouchable de l’accumulation capitaliste et elle ne peut durer qu’autant que le système absorbe les coûts sociaux qu’elle entraîne, ou dans la mesure où il procure certains avantages – paix, tranquillité sociale – à ce processus d’accumulation.

5

On voit donc, que le marché n’est pas aussi « libre » qu’on le dit, car il est soumis à des interventions, à des régulations ou à des limitations de différents types ou d’origines diverses. Il n’est pas, par conséquent, un ordre naturel, spontané. Même un néolibéral aussi zélé que Hayek ne peut ignorer que le monde du marché (*cosmos*) doit compter avec un ensemble de règles de Droit (*nomos*), bien que pour lui le *nomos* possède une rationalité inférieure à la rationalité supérieure du marché. D’autre part, toute distribution qui, au nom de la justice, aurait recours à un ordre ou à un centre conscient ne ferait que perturber, selon son jugement, le fonctionnement régulier et spontané du marché. La supériorité de cet ordre « naturel » par rapport à un ordre extérieur ou intentionnel (*taxis*) réside dans sa capacité informationnelle qui permet à chacun de s’orienter vers ce qu’il considère comme bon. C’est la dynamique propre au marché et non pas l’appel à un centre orientateur ou à un objectif global (« bien commun », « justice sociale ») qui met chacun en relation avec le bien, et qui sanctionne celui qui, n’ayant pas su lire l’information adéquate, ne s’en est pas

tenu à ses exigences. Hayek oublie ici que cette vertu du marché, qui permettrait au consommateur de lire cette information et donc d'exprimer ses préférences, est en fait orientée par la propagande ou la publicité, c'est-à-dire par une certaine intervention extérieure.

En somme, la fétichisation néolibérale du marché conduit à considérer comme nocive toute intervention extérieure, en particulier celle de l'Etat, et par conséquent, toute volonté de planification économique. C'est pour cela que dès 1944, Hayek considérait tout projet de ce type comme étant le « chemin de la servitude », pour reprendre le titre d'un de ses premiers livres. Lorsqu'on accepte l'existence d'un Etat minimum, compatible avec la liberté, la fonction qu'on lui assigne se réduit – selon les vues de Nozick – à protéger ce qui nous appartient légitimement.

6

Quelles que soient les vicissitudes du marché sous le capitalisme, on ne peut nier qu'il présente une double face : celle de l'efficience – mais n'oublions pas ses défaillances – dans l'allocation des ressources, et celle du mécanisme qui engendre l'inégalité, l'égoïsme et l'injustice dans leur distribution. Si l'on prend l'une ou l'autre face de manière absolue, on arrive à deux conclusions diamétralement opposées. Dans le premier cas, on le sanctifie pour son efficience et on exclut ou ignore tout recours à un principe d'égalité ou de justice qui, de l'extérieur – c'est-à-dire, à partir d'une instance centrale ou étatique – n'aboutirait, comme le soutient Hayek, qu'à sa perturbation. Dans le second cas, on considère le marché comme démoniaque à cause des inégalités et des injustices qu'il engendre, et l'on célèbre l'intervention étatique ou la planification à partir d'un centre, qui garantirait l'égalité et la justice qui sont anéanties dans le premier cas.

Les deux conclusions, parce qu'elles sont absolues, exclusives et unilatérales, sont inacceptables. La rationalité économique n'est pas – ou plus exactement ne doit pas être – incompatible avec la justice. A son tour celle-ci exige – comme condition nécessaire – la rationalité économique, c'est-à-dire l'efficience. Mais, dans ce cas, une telle rationalité ne résiderait pas seulement dans la dynamique interne et autosuffisante du marché ; elle consisterait également en une certaine régulation ou planification qui permettrait d'atteindre des fins communes ou de satisfaire des besoins sociaux sans dommage pour l'efficience.

7

Si le capitalisme s'identifie avec le marché, en prenant celui-ci dans sa forme spécifique propre, quelle pourrait être la relation entre marché et socialisme ? Y a-t-il un sens à parler d'un « socialisme de marché » ? Et, s'il y en a un, de quel marché parle-t-on ? Evidemment, ce ne pourrait pas être le marché autonome et omnipotent, dans sa forme capitaliste, avec lequel le libéralisme prétend consolider l'exploitation de l'homme par l'homme. Ou bien, au contraire, la relation entre socialisme et marché, serait-elle une relation d'exclusion mutuelle, auquel cas le socialisme s'identifierait avec sa suppression et avec le choix exclusif et unilatéral de l'économie étatisée et de la planification absolue, intégrale ?

Pour répondre à ces questions il faut partir d'une certaine idée du socialisme, aussi modeste soit-elle, comme d'une alternative au capitalisme. En écartant pour le moment la tâche trop complexe qui consisterait à définir le socialisme par un ensemble de caractéristiques, nous pouvons dire au moins qu'il s'agit d'une société dont les membres contrôlent leur existence dans des conditions d'égalité, de liberté et de démocratie. Dans cette société, les valeurs de coopération et de solidarité entre les individus sont au premier plan. Ces valeurs sont niées par le marché qui atomise les individus et engendre l'égoïsme. Mais le marché ne fait pas d'eux des monades absolues, car il les associe et les lie d'une certaine façon. Non pas en vérité en tant qu'êtres sociaux, véritablement humains, et pas même en tant que citoyens, mais comme des êtres abstraits, séparés de leur totalité humaine et sociale. C'est-à-dire des individus propriétaires des produits du travail et consommateurs de ceux-ci ; ou, s'il s'agit du marché spécifique du travail, des individus acheteurs ou vendeurs de la force de travail.

Sous le capitalisme, l'association sur le marché s'opère au niveau de l'*homo economicus* ; sous le socialisme l'association des producteurs doit dépasser ce plan abstrait et correspondre aux finalités sociales que le « libre marché » ne prend pas en compte. De là résulte la nécessité de lui imposer des limites et, par conséquent, de le réguler et de le soumettre à une certaine planification ou à une intervention étatique pour répondre aux besoins sociaux que le marché capitaliste ne satisfait absolument pas, ou tout au moins, pas de façon satisfaisante. Cependant, l'intervention de l'Etat n'assumera pas nécessairement la forme qu'elle a assumé dans les pays du « socialisme réel ». La planification absolue, propre à une économie intégralement étatisée, ne

correspond pas aux besoins de la société, mais à ceux de la classe dirigeante – la bureaucratie de l'Etat et du Parti. Et, dans la pratique, elle s'est montrée non seulement incompatible avec les principes de la justice sociale, inséparables du socialisme, mais elle est apparue également inefficace et inférieure au marché capitaliste du point de vue de la rationalité économique. Nous avons une expérience historique du plan et du marché, tant dans des pays capitalistes, que dans les pays non capitalistes qui n'étaient pas pour autant socialistes. Cette expérience nous condamne-t-elle à un dilemme : « libre » marché ou planification ; intervention de l'Etat ou autorégulation du marché ?

Si l'on pose le problème en ces termes, une option exclut l'autre : on aura ou bien le marché généralisé, autonome, qui exclut toute régulation ou intervention de l'Etat, ou bien la régulation ou l'intervention de l'Etat omnipotent qui interdit toute relation marchande. Ou encore : on aura soit la rationalité économique qui exclut la justice, soit le contrôle intégral, bureaucratique, qui apparaît en fin de compte non seulement inefficace, mais injuste. Cependant, ce dilemme est inacceptable pour le socialisme étant donné que son projet d'émancipation doit nécessairement conjuguer l'efficacité économique et les principes de démocratie, de liberté et de justice qui lui sont substantiels. En conséquence, il faut chercher la solution non pas dans l'exclusion ou dans l'assujettissement d'un terme à un autre, mais dans la soumission des deux termes – le marché et le plan – aux décisions de la société. Donc, il ne faut ni un marché autonome à l'égard des besoins sociaux, ni un plan intégral existant au dessus, ou même contre les intérêts, les besoins et les décisions de la société.

8

Si l'on part du projet socialiste d'émancipation, le socialisme est incompatible avec le marché généralisé, autonome, qui a comme but non pas le bien-être social, mais l'obtention de bénéfices et la reproduction du système qui permet de les accumuler. Mais le socialisme est également incompatible avec l'économie étatisée et avec la planification intégrale qui ont comme but d'assurer le pouvoir politique d'une nouvelle classe – la bureaucratie – et de reproduire le système qui lui permet d'exercer le pouvoir. Ainsi donc, si nous écartons le dilemme : marché « libre » autorégulé ou intervention sans limites de l'Etat au moyen du plan intégral, la question de la priorité du marché ou

du plan passe aux mains de la collectivité qui, en soumettant l'un et l'autre à ses décisions détermine également la relation entre les deux. Le problème des rapports entre plan et marché devient ainsi celui de la participation de la société pour se soumettre aussi bien le marché que le plan. Cependant, la nature et la portée de cette participation ne peuvent pas être séparées du type de société dans laquelle elle a lieu, donc des rapports de propriété, des rapports de classe et du type d'Etat qu'y correspond.

Le capitalisme affirme l'autonomie du marché et en conséquence, il limite l'intervention ou la régulation qui entrent en contradiction avec ses rapports de production. Ceci ne veut pas dire qu'il ne mette pas également des limites à l'autorégulation du marché pour mieux assurer les fins du système, ou que, dans le cadre de celui-ci, il ne soustrait pas certains biens aux lois du marché – comme l'Etat-Providence a déjà essayé de le faire – pour pallier aux injustices dans l'accès à ces biens. Dans le « socialisme réel », étant donné la nature du système qui a comme pivot la propriété absolue de l'Etat sur les moyens de production, la participation démocratique de la société pour le contrôle du plan qui régit toute la vie économique s'avère impossible. Mais l'alternative à ce plan qui exclut toute démocratie n'est pas le « libre » marché capitaliste puisque celui-ci, par nature, ne peut pas être démocratique ; il est certain en effet que, dans la concurrence qui lui est consubstantielle, ce sont les plus forts économiquement qui dominent. Aussi avancée soit-elle, la démocratie formelle, politique, reposant sur le principe « un homme = une voix », s'arrête aux portes du marché, dans lequel le pouvoir d'un seul homme peut l'emporter sur celui de centaines ou de milliers d'hommes. Mais, sous le « socialisme réel », la planification absolue, qui ne connaît que les décisions de la bureaucratie, est antidémocratique de façon absolue.

Le socialisme doit récupérer la valeur de la démocratie réelle, effective, dans les rapports de la société avec le marché et le plan. En conséquence, il ne peut pas accepter le principe de l'omnipotence du plan ou celui de l'intervention étatique sans limites, car – comme l'expérience du « socialisme réel » le démontre – ils conduisent à une économie centralisée, à la fois injuste et inefficente. Il ne peut pas non plus accepter – sans se confondre avec le capitalisme ou n'être qu'un simple correctif de celui-ci – le marché autorégulé qui exclut tout plan ou toute intervention de l'Etat. Il ne s'agit pas, par conséquent, de conserver un vieux dilemme sous des oripeaux socialistes, et de remplacer le « socialisme d'Etat » par un « socialisme de marché ».

9

Etant donné ces relations entre plan et marché, entre autorégulation marchande et intervention de l'Etat, le projet socialiste implique l'abolition – et non pas seulement la correction – des rapports marchands capitalistes, quoiqu'il n'exige pas la suppression de la forme marché. Celle-ci continue à exister sous le socialisme mais sans prendre le caractère général et prioritaire qu'il possède dans sa forme capitaliste. Mais admettre le marché signifie également admettre la nécessité d'une certaine intervention centrale ou étatique et d'une planification démocratique pour assurer la satisfaction des besoins sociaux de base. Il s'agit donc de lier marché et plan, mais cette liaison ne pourra correspondre à une finalité sociale, commune, que si la société contrôle l'un et l'autre, et que si elle établit entre les deux un rapport mutuel adéquat. C'est la société dans son ensemble qui détermine, au moyen de ses diverses formes de démocratie (politique et économique, parlementaire et autogestionnaire), la nature et la portée de la planification, mais aussi le caractère et les limites du marché ainsi que les rapports mutuels entre les deux. Naturellement, ces rapports présupposent que ni le plan ni le marché ne peuvent être absolus, omnipotents.

Cette conjonction du socialisme et du marché, que nous défendons comme une partie intégrante du projet socialiste d'émancipation, n'est pas moins utopique que ce projet lui-même. Utopique, au sens d'une idée non réalisée que nous désirons réaliser parce qu'elle est précieuse, nécessaire et possible. Ce qui jusqu'à présent est ou a été réellement existant, c'est d'une part le marché sous sa forme capitaliste (qu'il ait été prioritaire ou au contraire régulé comme dans l'Etat-providence) et d'autre part l'intervention de l'Etat (de façon relative dans le capitalisme et absolue dans le « socialisme réel »). Mais le socialisme du futur devra admettre un marché qui pour correspondre aux finalités, aux rapports de propriété et à la structure de la nouvelle société se conjuguera avec l'intervention de l'Etat et trouvera en elle son complément. En définitive, le problème de la nature et des limites du marché sous le socialisme n'est pas tant dans son rapport avec le plan, ou dans son degré de détermination par l'Etat – comme « marché déterminé » selon l'expression de Gramsci – que dans son contrôle par l'ensemble de la société qui doit se soumettre également le plan.